

Dans la décennie actuelle, les multinationales manifestent un intérêt grandissant pour les initiatives fondées sur une certaine collaboration, notamment les coentreprises et autres alliances stratégiques.²⁰ Leurs motifs se situeraient, semble-t-il, à l'échelle de la gestion des risques que présentent les marchés et les projets, mais les économies d'échelle et la complémentarité technologique restent également des facteurs importants. La crise économique qui frappe le monde entier et préoccupe particulièrement les plus grands investisseurs parmi les pays membres de l'OCDE a perturbé la situation économique et politique de bien des pays, en y ralentissant la croissance en même temps que grossissaient les déficits. Ces marchés, désormais moins stables au plan du climat économique, de la fiscalité et de l'investissement, présentent des périls plus graves pour les multinationales. Par ailleurs, les projets considérables, onéreux et axés sur le long terme, comme le sont les travaux de recherche et de développement, exigent aujourd'hui de plus amples mises de fonds et sont en cela même plus chargés d'incertitudes. C'est ce double risque qui pousse maintenant les sociétés mondiales à ne plus agir seules.

Les économies receveuses pourraient bénéficier de la situation, car la nouvelle préférence des multinationales pour la collaboration risque de faciliter et d'accélérer les transferts technologiques, de même que les gains de productivité résultant de leur intervention dans un secteur industriel. Certains effets pourraient se faire sentir à l'échelle des échanges internes, mais l'augmentation des expéditions de la filiale à la société-mère aura éventuellement des répercussions positives.

3.1.2 La situation canadienne

À première vue, les chiffres démontrent que l'investissement étranger direct au Canada a plus que doublé depuis dix ans. Exprimé en pourcentage du PIB, toutefois, il n'a guère varié, se situant juste sous les 20 p. 100 depuis le milieu des années quatre-vingt, après avoir connu une lente régression à compter des années soixante (voir le tableau 3.1.1). En 1992, il se chiffrait précisément à 19,7 p. 100 du PIB, en légère hausse par rapport à l'année précédente. La remontée semble s'être poursuivie depuis lors, mais il est trop tôt pour en faire une tendance. Les données disponibles permettent donc de conclure que l'investissement étranger direct au Canada, mis en proportion avec la taille de notre économie, ne s'est pas accru aussi rapidement que le laisse croire son rythme de progression simplement nominal.

²⁰ Rao, S., *op. cit.*, pp. 13-14.